



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 2 Septembre 2010

Emplois industriels et situation de l'Usine FORD à Blanquefort

Plus d'un an après la reprise du site par la holding HZ aucun des projets n'a été confirmé. Du coup, les menaces pèsent à nouveau très lourdement sur l'avenir de l'usine et de l'ensemble des 1600 emplois.

Pourtant au moment de cette « reprise », Ford et le gouvernement avaient alors crié victoire affirmant que tous les emplois seraient maintenus. Un projet de fabrication d'éléments pour éoliennes était d'ailleurs présenté comme la vitrine de cette reprise.

Cette « reprise » étant un échec, sous la pression des salariés, Ford est revenu à la discussion prétendant pour « trouver des solutions industrielles pour l'avenir de l'usine ». Un Comité de pilotage s'est remis en place comprenant le Préfet, les pouvoirs publics locaux, le gouvernement, les directions First et Ford, les syndicats avec pour objectif là encore de maintenir et de pérenniser les emplois.

Comédie ou réelle préoccupation d'empêcher la fermeture de cette usine ? Toujours est-il que Ford Europe est le premier responsable de cette situation. Mais en même temps l'Etat et les pouvoirs publics ont laissé une situation se dégrader.

Ford dans le même temps vient d'annoncer plus de 4 milliards de dollars de bénéfices. Ce qui rend d'autant plus inacceptable qu'une telle compagnie puisse partir sans rendre de compte.

Nous ne pouvons accepter qu'après avoir bénéficié de toutes sortes d'aides et de fonds publics les seuls intérêts des actionnaires décident de partir en laissant sur le carreau des milliers de familles.

Nous rappelons qu'avec l'activité de l'usine Ford-First de Blanquefort ce sont près de 10 000 emplois induits dans la région. Si "Ford" disparaît cela serait une catastrophe pour la région, pour le département et la pour la commune de Blanquefort.

La solution est sûrement à l'opposé de ce qui se fait depuis longtemps. A savoir qu'il ne doit plus être question de laisser notamment les grosses entreprises licencier et/ou fermer comme bon leur semble.

Les pouvoirs publics doivent pouvoir jouer un rôle plus déterminant dans le sort des emplois. A ce titre, il est primordial que soit discutée et mise en place une vraie politique industrielle à l'échelle nationale mais aussi régionale, ceci en lien avec les salariés et la population.

Des moyens doivent être donnés aux collectivités locales non pas pour "aider" à fonds perdus des entreprises mais pour offrir des perspectives viables, un contrôle public doit être mis en place à tous les niveaux.

Notre région et notre pays ont besoin de maintenir et de pérenniser un tissu d'emploi industriel, stable, respectueux des règles écologiques et sociales, ce à côté du tissu artisanal, touristique et commercial, afin que le développement global puisse être équilibré et réponde à l'ensemble des besoins de nos territoires et des citoyens.

Tous les acteurs économiques, sociaux et politiques doivent être mobilisés pour trouver des solutions économiques qui permettent la défense d'une vraie politique industrielle, d'une politique qui permette de défendre les emplois de tous.

C'est en ce sens que le Parti Socialiste, le Parti de Gauche, le Parti Communiste Français, le NPA, La Gauche Unitaire et Europe Écologie, organiseront une conférence de presse devant l'usine "Ford" lundi 6 septembre à 14H00.

Parce que pour Ford comme pour d'autres dossiers, des choix politiques différents que ceux déclinés aujourd'hui par le gouvernement, existent pour maintenir et développer une vraie politique industrielle dans nos territoires.

Fin de communiqué.